



CONVENTION TRIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS AVEC L'ASSOCIATION "OUVERTURE RENCONTRES EVOLUTION"

ENTRE :

La **Commune de Quetigny**, représentée par son Maire, M. Rémi DETANG, et désignée sous le terme "**la Commune**", d'une part ;

Et

L'Association "**OUVERTURE RENCONTRES EVOLUTION**", représentée par son Président, dûment habilité, Amine FARSI, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont les statuts ont été déposés à la Préfecture de la Côte d'Or le 29 décembre 1993 et dont le siège social est situé 3 Allée des Jardins à QUETIGNY (21800), Ci-après dénommée en abrégé "**ORE**", d'autre part ;

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

D'une part, le projet général de "**ORE**", défini dans ses statuts et mis en œuvre dans son fonctionnement depuis de nombreuses années sur la ville de Quetigny est de :

- mettre à la disposition des jeunes l'expérience des enseignants et celle des étudiants
- susciter la curiosité des jeunes en leur proposant des activités scolaires, culturelles, informatiques
- accompagner la population aux pratiques numériques, notamment les personnes en difficultés.

L'association "**ORE**", depuis trente ans, œuvre à Quetigny pour faire vivre ses statuts grâce à des actions autour du soutien scolaire pour les collégiens-nes et les lycéens- nes ainsi que sur la pratique de l'outil informatique par la jeunesse de Quetigny et les publics adultes, notamment en difficulté.

D'autre part, "**la Commune**" considère que le développement de la vie associative répond aux nécessités actuelles de satisfaire des besoins sociaux essentiels et de créer entre les citoyens des solidarités plus fortes.

Les structures associatives permettent en effet de répondre aux attentes en matière de création de lien social, loisirs, de pratiques sportives et culturelles, d'aides sociales, de services collectifs. Elles sont aujourd'hui des acteurs à part entière de la vie sociale et leurs activités constituent souvent un prolongement nécessaire de l'action municipale.

Afin d'accompagner le mouvement associatif local et de contribuer au développement et à la pérennité de ses activités, "**la Commune**" souhaite :

- assurer aux associations, dont les actions présentent une utilité sociale reconnue de tous au plan local, un concours destiné à leur permettre de poursuivre leurs activités,

Accusé de réception en préfecture
021-212105159-20240626-DG27062024CM21-DE
Date de télétransmission : 27/06/2024
Date de réception préfecture : 27/06/2024

- rechercher les moyens qui apporteraient une information et une formation au mouvement associatif,
- impliquer les associations à la réalisation d'actions en faveur des Quetignois-e-s et la participation à des événements municipaux.

Pour ce faire, **"la Commune"** propose de mettre en œuvre une politique de partenariat avec les associations locales, passant par la conclusion de conventions d'objectifs pluriannuelles.

Dans le cadre de ses politiques : * éducative (PEDT et CTG), * de cohésion sociale et territoriale, * associative et de sa politique de la Ville, **"la Commune"** souhaite conclure une convention avec **"ORE"** qui a pour objet d'accompagner les jeunes dans leur scolarité et la population aux pratiques numériques, notamment les personnes en difficultés.

Cette convention respectera, d'une part, les politiques publiques de **"la Commune"** et, d'autre part, l'objet de **"ORE"**, défini à l'article 1er de ses statuts

Considérant :

- le projet initié et conçu par **"ORE"** et ses actions menées sur le territoire de **"la Commune"** ;
- l'intérêt communal de ce projet et ces actions qui s'inscrivent dans le cadre de la politique municipale en faveur des actions éducatives et sociales proposées à la population ;
- que le projet et les actions présentés par **"ORE"** participent à cette politique ;

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les modalités du partenariat entre **"la Commune"** et **"ORE"** qui se concrétise par :

- la détermination d'objectifs communs, d'actions à réaliser et des moyens alloués par **"la Commune"** suivant les règles fixées dans la présente convention,
- la mise en place d'une évaluation commune des actions réalisées dans ce cadre.

Les objectifs principaux poursuivis par **"la Commune"** sont les suivants :

- soutenir les associations dans leurs rôles déterminants en termes de lien social et d'équipements de proximité au service des familles et de l'ensemble des habitant-e-s, dans une perspective d'animation globale de la vie sociale des quartiers,
- favoriser la participation de **"ORE"** lors d'événements de **"la Commune"** à destination des habitant-e-s,
- mettre à disposition gratuitement des salles municipales ainsi que certains équipements culturels et sportifs en faveur d'une politique territoriale d'animation à destination des habitant-e-s,
- faire respecter, comme dans toutes les associations soutenues par **"la Commune"**, les principes de laïcité, lutter contre les discriminations ; faciliter l'accueil de publics en situation de handicap, de difficulté d'insertion sociale ou professionnelle ; favoriser la parité au sein de ses activités comme de son Conseil d'Administration ; adopter des pratiques soucieuses du développement durable,
- soutenir **"ORE"** dans la réalisation d'actions au sein du quartier prioritaire dans le cadre de la politique de la ville, notamment pour la recherche de financements dédiés au contrat de ville. A ce titre, une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens d'une durée égale à cette présente convention (3 ans) sera établie entre **"ORE"** et l'Etat au titre des actions d'accompagnement à la scolarité et d'accompagnement au numérique des personnes issues du quartier prioritaire de la ville.

Par la présente convention, "**ORE**" s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre les actions présentées dans son Projet Social et dans le cadre des fiches actions travaillées avec "**la Commune**" et défini en annexe I à la présente convention.

Ces actions se répartissent de la manière suivante (voir fiches actions en annexe) :

- **Accompagnement à la scolarité :**

- ✓ Aides aux devoirs
- ✓ Stage de révisions
- ✓ "Prépare ta rentrée"

- **Accompagnement au numérique :**

- ✓ Stage informatique et robotique
- ✓ Centre informatique municipal (tous publics et associations), Fablab, jardin connecté

- **Partenariat avec les services municipaux:**

- ✓ Service culturel, Tiers Lieu La Parenthèse
- ✓ Service des espaces verts
- ✓ Service "solidarité" ("emploi")
- ✓ Action éducative ("espace jeunesse")
- ✓ Service "vie associative" ("Un été pas comme les autres", journée de rentrée des associations, *journée d'accueil des nouveaux habitants)

ARTICLE 2 - DURÉE ET MODALITE DE CONTROLE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de trois ans, courant, rétroactivement, du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2026.

"**ORE**" s'engage à fournir les documents suivants avant les 30 juin 2024, 2025 et 2026 :

- Des états prévisionnels pour l'année en cours ;
- Un compte de résultat et un bilan comptable établis pour l'année N-1 ;
- Un bilan qualitatif des actions réalisées dans le cadre de l'exécution de la présente convention (indicateurs de fréquentation) ;
- Tout document attestant de la conformité des actions en lien avec les éléments prévisionnels, notamment un document synthétique récapitulant les actions menées dans le cadre des fiches actions en annexe de la présente convention.

ARTICLE 3 - MOYENS

3.1 MONTANT DE LA SUBVENTION

Cette subvention n'est acquise que sous réserve de l'inscription des crédits au budget annuel de "**la Commune**".

➤ **Subvention de fonctionnement :**

"**La Commune**" contribue financièrement à hauteur de **20 000 €** au titre des actions énumérées ci-dessus, étant précisé que la subvention se décompose de la manière suivante :

- **Pilotage logistique de 5 000 €** (direction, charges de personnel...)

- Projets de 15 000€ par le biais des fiches actions suivantes, se décomposant comme suit :
 - "accompagnement à la scolarité" de 6 000€ soit :
 - ✓ accompagnement hebdomadaire à la scolarité : 1 500€
 - ✓ stages de révision (5 x 500€ soit 2 500€) et sorties culturelles (2 x 250€ soit 500€)
 - ✓ « prépare ta rentrée » : 1 500€
 - « accompagnement numérique » : 6 000€
 - "partenariat avec les services municipaux" : 3 000€

➤ Subvention d'investissement :

Par ailleurs, "ORE" peut présenter une demande de subvention d'investissement à "la Commune". Après validation du projet, cette dernière participe au financement du projet d'investissement dans la limite de 80% TTC, la part minimale de "ORE" de 20% pouvant être compensée par un financement extérieur (Etat, Région, Dijon Métropole...).

Pour l'année 2024, cette subvention d'investissement est fixée à hauteur de 7 200€ pour l'achat de 10 ordinateurs. Elle sera versée sur présentation des factures.

3.2 SOUTIENS LOGISTIQUES

Au regard de l'intérêt municipal que présente la convention d'objectifs et de moyens, "la Commune" met gracieusement à disposition de "ORE" des locaux situés à l'**Espace Francis Moulun - 3 Allée des Jardins à Quetigny**, un espace extérieur délimité, dit "jardin connecté", à but pédagogique, situé devant le bâtiment, ainsi que divers espaces et salles municipales.

Une convention d'occupation précisant les modalités de mise à disposition est établie entre les parties.

Par ailleurs, les 10 anciens ordinateurs appartenant à "la Commune", et actuellement utilisés par "ORE", lui sont gracieusement donnés, cette dernière s'engageant à en faire profiter des familles en difficultés de Quetigny.

ARTICLE 4 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention accordée dans le cadre de la présente convention sera versée en une fois avant le 30 juin de l'année N.

La contribution financière est créditée au compte de "ORE" selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués au compte ouvert au nom de "ORE", sur le fondement du relevé d'identité bancaire remis à "la Commune" dans le cadre du dossier de demande de subvention.

ARTICLE 5 - JUSTIFICATIFS

"ORE" s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- Le compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n° 15059) ;
- Les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou la référence de leur publication au Journal officiel ;
- Le rapport d'activité et le bilan des fiches actions.

ARTICLE 6 - AUTRES ENGAGEMENTS

"ORE" informe sans délai "la Commune" de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, "ORE" en informe "la Commune".

"ORE" s'engage à valoriser, notamment dans ses supports de communication (rapport d'activité, flyers, affiches...), le soutien financier et matériel apporté par "la Commune" en y apposant le logo de la Ville.

ARTICLE 7 - SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par "ORE" sans l'accord écrit de "la Commune", celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par "ORE" et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 5 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

"La Commune" informe "ORE" de ces décisions par courrier.

ARTICLE 8 - CONTROLES DE "LA COMMUNE"

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par "la Commune". "ORE" s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle, conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

"La Commune" contrôle, à l'issue de la convention, que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, "la Commune" peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 9 - RENOUVELLEMENT – OPTION EVALUATION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 5 et aux contrôles prévus à l'article 8 des présentes.

ARTICLE 10 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 11 – ANNEXES

Les annexes font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 12 - RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 13 - RECOURS

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Dijon.

Fait à Quetigny, le 2024

Pour "**ORE**",

Pour "**la Commune**",

Amine FARSI
Président

Rémi DETANG
Maire de Quetigny
Vice-Président de Dijon Métropole
Président de l'EPFL de Côte d'Or